Comparateur de programmes élection présidentielle 2022

L'Océan est au cœur des enjeux économiques, stratégiques et humains de notre société. C'est pour cette raison que la Fondation de la Mer a souhaité questionner directement les candidats à l'élection présidentielle sur la place de la mer dans leurs programmes.

FONDATION DE LA MER

5 questions aux candidats à l'élection présidentielle sur la place de la mer dans leurs programmes

1. Quelles seront les trois grandes actions en faveur de la préservation de l'environnement marin que vous vous engagez à mettre en œuvre si vous êtes élu(e) ?
2. Quelle place entendez-vous réserver à un ministère de la Mer aux pouvoirs renforcés ?
3. Comment entendez-vous défendre et valoriser les Zones Économiques Exclusives sous juridiction française ?
4. Quels seront vos efforts pour soutenir la Marine nationale ?
5. Comment entendez-vous soutenir une croissance bleue qui réconcilie économie et écologie, fondée sur les capacités d'innovation et le leadership des entreprises françaises dans le maritime ?

Quatre d'entre eux y ont répondu : Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Pour les autres candidats, les équipes de la Fondation de la Mer se sont référées à leurs programmes, afin de proposer une synthèse thématique des propositions des douze candidats.

Question 1

Quelles seront les trois grandes actions en faveur de la préservation de l'environnement marin que vous vous engagez à mettre en œuvre si vous êtes élu(e) ?

L'environnement marin, entre protection et opportunité de développement

Les propositions des candidats montrent que l'environnement marin a réussi à trouver une place dans le jeu politique notamment sur la question du plastique.

La Fondation de la Mer se félicite que la thématique du plastique ait trouvé sa place au sein des programmes politiques. En effet, sept candidats la placent au cœur de leurs actions pour protéger l'environnement : Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Fabien Roussel et Eric Zemmour.

Que ce soit à travers un accord international, proposé par Nicolas Dupont-Aignan ou un renforcement des contrôles contre les déversements dans les eaux par Yannick Jadot, tous ont intégré les fléaux de la pollution plastique. Certains d'entre eux vont plus loin en proposant le développement de filières de recyclage dédiées comme Emmanuel Macron, Fabien Roussel et Eric Zemmour.

Quatre candidats proposent de véritablement protéger 30% de l'espace maritime français avec des aires marines protégées (AMP) : Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel et Emmanuel Macron. Yannick Jadot veut multiplier par 5 les zones de protection forte de ces AMP. Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel sont les seuls à vouloir protéger les fonds marins de toute exploitation qui nuirait à l'environnement et à la biodiversité.

Pour deux candidats, la protection de l'environnement marin relève du droit et de la justice. Anne Hidalgo propose ainsi de créer un droit de la nature qui punira notamment de crime d'écocide, les atteintes graves et intentionnelles à l'environnement. Jean-Luc Mélenchon souhaite créer un droit international de la biodiversité marine, notamment dans les grands fonds. Emmanuel Macron entend mener une "diplomatie bleue", à la suite du One Ocean Summit qui a donné une forte impulsion internationale pour protéger la biodiversité.

Enfin, les candidats s'attachent tous à la nécessité de développer la recherche scientifique pour mieux connaître l'environnement marin. Le but est clair pour Eric Zemmour et Marine Le Pen qui cherchent à mieux exploiter les ressources halieutiques. Pour Jean Lassalle et Fabien Roussel, l'objectif est de développer l'énergie de la mer et l'aquaculture.

Question 2

Quelle place entendez-vous réserver à un ministère de la Mer aux pouvoirs renforcés ?

Quel ministère de la Mer ?

La Fondation de la Mer se désole que seulement trois candidats aient évoqué la place du Ministère de la Mer. Seul Yannick Jadot lui a attribué une place privilégiée pour assurer une gouvernance efficace des espaces maritimes. Nicolas Dupont-Aignan propose son rattachement au Premier Ministre et Fabien Roussel parle d'un "grand" ministère de la mer sans préciser son cadre d'exercice et ses moyens.

Marine Le Pen et Eric Zemmour proposent la création d'un nouveau ministère qui regroupe pour la première la mer et les Outres-mers et pour le second, la Ruralité, l'Agriculture, l'Environnement, la Biodiversité ainsi que la Chasse, la Pêche et la Forêt.

Emmanuel Macron, qui a pourtant créé un ministère de la Mer de plein exercice en 2020 après près de trente ans d'absence, ne se prononce pas explicitement sur son avenir. Il a créé en 2022 la Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) pour amplifier l'action gouvernemental qui jouera un rôle décisif à l'avenir pour la conception et la déclinaison de la politique maritime.

La Fondation de la Mer estime que ces propositions sont insuffisantes et peu crédibles faute d'être accompagnées de tout chiffrage. Elle regrette le manque de considération politique à l'égard des politiques liées à la Mer, que ce soit en matière d'environnement, d'économie maritime, de rayonnement et d'influence maritimes.

Question 3

Comment entendez-vous défendre et valoriser les Zones Économiques Exclusives sous juridiction française ?

La puissance maritime française, entre consensus et profonds désaccords

Les Zones Economiques Exclusives françaises suscitent beaucoup d'intérêt auprès de tous les candidats à l'exception de Nathalie Arthaud et Philippe Poutou. Véritable enjeu stratégique pour la puissance maritime française, chaque candidat a sa vision sur la valorisation des ZEE.

Certains axes consensuels se dégagent malgré les couleurs politiques parfois opposées des candidats ce qui montre l'importance capitale de ces zones pour le rayonnement de la France. En effet, 6 candidats (Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel et Eric Zemmour) souhaitent exercer une meilleure souveraineté sur ces ZEE en augmentant les moyens de surveillance et les contrôles. Yannick Jadot propose de créer une police de l'environnement pour faire respecter le Code rural et de la pêche maritime. Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour souhaitent tous deux renforcer les capacités d'intervention dans les ZEE en renouvelant leurs moyens, mais sans préciser comment et dans quelle proportion.

Certains candidats voient les ZEE comme une nouvelle opportunité pour développer les énergies renouvelables et nouvelles comme Anne Hidalgo et Jean Lassalle. Valérie Pécresse propose de créer une banque des Outre-mer pour financer des investissements dans les secteurs porteurs d'avenir, dont les énergies renouvelables et l'économie de la mer. Eric Zemmour voit également la possibilité d'indépendance énergétique qu'offrent les ZEE, et souhaite développer des technologies comme l'énergie thermique des mers. En parallèle, il veut mettre fin à tous les projets d'éoliennes en mer.

Le cadre de gestion des ZEE est beaucoup moins consensuel. Il soulève même de profonds désaccords entre les candidats. Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel placent la protection et la gestion des aires marines protégées au centre de la valorisation des ZEE contrairement à Eric Zemmour qui souhaite exploiter tout leur potentiel. Ces désaccords se retrouvent naturellement dans leur vision de la pêche. Alors que Jean-Luc Mélenchon veut transformer le modèle d'exploitation des ressources marines et introduire la notion de "pêche durable", Emmanuel Macron désire lutter contre toutes les activités de pêche illégale et en défendre les droits de pêche, Marine Le Pen veut étendre la pêche à la haute mer et Eric Zemmour propose de revoir les quotas pour qu'ils soient plus favorables auprès de l'Union Européenne.

Ces déclarations de principe révèlent autant l'importance stratégique des ZEE, dont l'opinion publique a pris conscience que la priorité mise par certains candidats sur l'exploitation de court terme, au détriment de la préservation de la biodiversité marine.

Question 4

Quels seront vos efforts pour soutenir la Marine nationale ?

La Marine nationale, un enjeu stratégique dans un contexte international troublé

Les propositions des candidats montrent que ces présidentielles se déroulent dans un contexte européen et international incertain. La guerre en Ukraine et la menace russe ont révélé la nécessité d'augmenter les capacités de défense française. A l'exception de Philippe Poutou qui prône un désarmement unilatéral et un démantèlement du complexe militaro-industriel français et Nathalie Arthaud qui ne s'est pas prononcée sur le sujet, la majorité des candidats proposent une augmentation de l'équipement de la Marine nationale. Nicolas Dupont-Aignan, Valérie Pécresse et Eric Zemmour veulent doter la France d'un second porte-avion et augmenter le nombre de frégates. Emmanuel Macron et Eric Zemmour se rejoignent dans leur volonté d'augmenter les sous-marins nucléaires d'attaque au nombre de respectivement de 5 et 8. Fabien Roussel se distingue puisqu'il souhaite un désarmement nucléaire et propose une solution alternative dans un "outil militaire moderne" sans être plus précis.

Un axe commun se dégage pour l'augmentation des moyens financiers de la Marine nationale. Il regroupe 4 candidats : Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier se dissocie par sa volonté de moderniser la flotte en l'équipant de navires en moteur à gaz naturel liquéfié et d'équiper les ports des terminaux nécessaires à l'alimentation en GNL des navires.

Emmanuel Macron assure que La LPM (loi de programmation militaire) 2019-2025 sera scrupuleusement respectée pour un effort de défense annuel de 50 milliards d'€ en 2025.

Jean-Luc Mélenchon est également le seul à soutenir une valorisation des salaires des enseignants de l'École nationale supérieure maritime (ENSM).

Question 5

Comment entendez-vous soutenir une croissance bleue qui réconcilie économie et écologie, fondée sur les capacités d'innovation et le leadership des entreprises françaises dans le maritime ?

La croissance bleue, un potentiel de développement important pour la France et pourtant peu valorisé

La mise en œuvre de la croissance bleue n'est pas encore évidente pour tous les candidats, bien qu'ils prônent l'importance et la puissance du secteur maritime français. Rappelons que la croissance bleue est une croissance durable issue des secteurs marin et maritime dans leur ensemble. Emmanuel Macron met en avant un travail de "maritimisation de la France" réalisé à travers le plan de relance, *France 2030* et grâce à la feuille de route établie en 2020 lors du "Fontenoy du Maritime". Le candidat souhaite continuer à mener cette politique au niveau européen, mais aussi international, dans la droite ligne des actions entreprises ces cinq dernières années. Certains l'intègrent par "défaut" en proposant une fiscalité dédiée à la transition énergétique ou écologique comme Anne Hidalgo et Valérie Pécresse, ou en mettant en place des incitations économiques en faveur de la protection de l'environnement comme Yannick Jadot et Emmanuel Macron. Néanmoins, la mise en œuvre concrète d'une croissance bleue passe par la mise en valeur des atouts du milieu marin. En cela, certaines mesures liées à la recherche scientifique notamment sur l'hydrolienne comme le propose Jean Lassalle, et sur l'aquaculture proposé par Marine Le Pen sont encourageantes. De même, la modernisation des ports permet de soutenir la croissance bleue. Cette mesure est défendue par Marine Le Pen, Eric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon, ce dernier allant plus loin, en proposant une pêche durable et un tourisme maritime respectueux de l'environnement.

La croissance bleue passe aussi par le renforcement des mesures en faveur des territoires ultramarins, c'est notamment une proposition d'Emmanuel Macron pour faire face aux catastrophes naturelles et à la pollution environnementale.

Enfin, deux candidats favorisent le développement des formations pour les métiers de la mer : Marine Le Pen et Eric Zemmour.

Ainsi, la multiplicité des petites mesures ciblant la protection générale de l'environnement, et le manque de propositions combinées en faveur de la valorisation des écosystèmes marins montrent que la croissance bleue n'est pas encore ancrée dans l'économie française. Pourtant, **en rassemblant l'ensemble des propositions, la France pourrait se doter d'une croissance bleue intelligente fondée à la fois sur la gestion durable des ressources et sur une économie compétitive au niveau international.** En outre, cette croissance serait particulièrement pertinente pour la France qui détient le deuxième espace maritime du monde, et vitale pour nos territoires ultramarins, souvent dépendants de l'extérieur pour ses besoins élémentaires, dont l'énergie.

	Environnement marin	Ministère de la Mer	Zone économique exclusive	Marine nationale	Croissance bleue
Nathalie Arthaud	non précisé	non précisé	non précisé	non précisé	non précisé
Nicolas Dupont-Aignan	• Accord international sur le plastique • Haute mer protégée • Focus sur la Méditerranée	• Les services compétents doivent dépendre de son autorité • Rattachement au Premier Ministre	• Exercer une véritable souveraineté sur l'ensemble de la ZEE • Renforcer les moyens humains et financiers des CROSS	• Second porte-avions • Doubler le nombre de frégates de premier rang • Renouvellement des patrouilleurs • Renforcer les infrastructures	• Associer les entreprises du trafic maritime françaises aux échanges dans le cadre de l'OMI • Ratifier les conventions que la France a signées
Anne Hidalgo	• Mettre en place un droit de la nature • Création d'un Défenseur de l'environnement • Politique de prévention	• Nommer comme numéro deux du gouvernement un ministre du Climat, de la Biodiversité et de l'Économie	• Lancer un grand plan de développement des énergies renouvelables	• Augmenter les moyens alloués à la recherche et au développement en matière militaire • Réviser la loi de programmation militaire 2019-2025 à la hausse	• Impôt de Solidarité sur la Fortune Climat et Biodiversité • Politique de labellisation exigeante contre le Greenwashing
Yannick Jadot	• Renforcer les aires marines protégées • Lutter contre toute pollution des espaces maritimes • Garantir une pêche durable	• Placer le ministère de la mer au cœur de nos politiques maritimes • Augmenter les moyens du ministère • Renforcer les effectifs de la police maritime	• Renforcement des aires maritimes protégées • Police de l'environnement • Créer au sein de chaque parquet un pôle environnement	• Maintenir la trajectoire budgétaire prévue par la loi de programmation militaire	• Conditionner les aides publiques au respect d'engagements climatiques et sociaux • Réaliser un bilan carbone pour les entreprises
Jean Lassalle	• Accroître la recherche sur la biodiversité marine et le milieu océanique	non précisé	• Développement des énergies nouvelles • Développer le tourisme ultramarin	• Rebâtir notre industrie d'armement et d'équipement	• R&D sur l'énergie de la houle et les hydroliennes
Marine Le Pen	non précisé	• Créer un ministère d'Etat de la Mer et de l'Outre-mer	• Moderniser les infrastructures portuaires • Développer le secteur du tourisme Outre-mer	• Renforcer les moyens et les équipements	• Développer les filières des métiers de la mer • Investissement dans l'aquaculture • Moderniser les infrastructures portuaires

	Environnement marin	Ministère de la Mer	Zone économique exclusive	Marine nationale	Croissance bleue
Emmanuel Macron	• Dépolluer les anciennes décharges • Développer les filières industrielles de recyclage	• Maintenir la Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA)	• Une grande stratégie maritime pour notre pays • Renforcer les moyens de l'État en mer et mieux nous coordonner en européen pour assurer une présence sur tous les océans	• 5 nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque • Respecter la LPM pour un effort de défense annuel de 50 milliards d'€ en 2025	• Amplifier encore la "maritimisation de la France" pour rester une grande nation maritime • Renforcer notre souveraineté alimentaire en déployant un plan pour une pêche et une aquaculture durable.
Jean-Luc Mélenchon	• Protéger 30 % du territoire maritime français • Défendre un moratoire sur les forages • Lutter contre la pollution plastique	non précisé	• Renforcer les moyens de surveillance et les capacités d'intervention • Protéger 30 % du territoire maritime • Inventer la « pêche durable »	• Développer la construction navale • Moderniser la flotte (moteur à gaz naturel liquéfié) • Alimentation en GNL des navires	• Rendre plus écologique le transport maritime • Développer un tourisme maritime respectueux • Plan pluriannuel d'investissement public pour la mer
Valérie Pécresse	• 10% du territoire classé en zone de forte protection • S'engager sur un objectif zéro plastique en mer • Réserve écologique citoyenne	non précisé	• Créer une Banque des outre-mer • Prioriser la protection des Outres-Mers et leurs ZEE	• Construction du porte avion Nouvelle Génération • Augmenter le nombre de navires de premier rang • Robotisation	• Soutenir les biocarburants, les projets hydrogène et électrique • Livret vert
Philippe Poutou	• Mettre en place des aires protégées	non précisé	non précisé	• Démanteler le complexe militaro-industriel	non précisé
Fabien Roussel	• Proposer un traité mondial pour protéger les fonds marins • Protection de 30 % du territoire • Plan de lutte contre la pollution plastique	• Nommer un grand ministère de la mer pour mener la politique de protection du domaine maritime	• Protection de 30 % du territoire • Empêcher que la mer soit le lieu de la concurrence guerrière • Lutter contre les pollutions en mer	• Reconfigurer un outil militaire moderne et cohérent • Renforcer la filière de construction navale	• Conférence « pour l'économie et l'écologie bleue » • Orientation active de protection et de promotion de la biodiversité
Eric Zemmour	• Filière industrielle et de recherche dans le recyclage des plastiques • Recherche scientifique	• Créer un grand ministère de la Ruralité, de l'Agriculture et des Littoraux	• Garantir la souveraineté de nos espaces maritimes • Fin à l'éolienne en mer • Développer nos flottes de pêche ultramarines	• 2 porte-avions • 20 frégates • 8 sous-marins nucléaires d'attaque • Doubler les forces prépositionnées en Outre-mer et à l'étranger	• Former aux métiers de la mer • Réformer nos ports • Défendre les pôles et entreprises d'excellence (biotechnologies marines…)